

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 15 MARS 2011

DINSDAG 15 MAART 2011

Matin

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 11 h 14 par M. Hans Bonte, président.

01 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les métaux terreux, métaux sensibles" (n° 2766)

01.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Cela fait un an déjà que Pékin accapare des matières premières stratégiques et des métaux (terres) rares utilisés dans la fabrication de produits de haute technologie. Les exportations chinoises de terres rares représentent 97 % de la production mondiale de ces matériaux et la fermeture de cette vanne d'exportation a bien entendu un énorme impact sur les nouvelles économies. L'année dernière, le prix de certains de ces métaux terreux a été multiplié par sept. Selon les prévisions de l'industrie de la haute technologie, la demande doublera d'ici à 2015, ce qui risque d'engendrer une grave pénurie. Des solutions de rechange sont à l'étude, mais nous demeurerons dépendants de ces métaux rares pendant au moins encore dix ans.

La dépendance du monde occidental de ces métaux terreux rares pourrait avoir de lourdes conséquences. Le ministre en est-il conscient? Quelles mesures politiques ont déjà été prises pour réduire cette dépendance? Dans quelle mesure la gestion intégrale de la chaîne ou la gestion *cradle-to-cradle* est-elle déjà appliquée? Que pense le ministre des taux de réutilisation obligatoires pour ce type de matériaux? Comment la production et la consommation durables ont-elles été défendues dans le cadre de la présidence européenne? Quels marchés publics ont déjà un rôle d'exemple et stimulent donc une politique environnementale durable?

01.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Nous sommes conscients du problème, mais comme la Belgique ne peut exercer d'influence significative sur des ténors mondiaux tels que la Chine, nous participons à une approche coordonnée de cette problématique au niveau européen. Un certain nombre d'initiatives importantes ont d'ailleurs déjà été lancées en la matière, comme l'initiative "Matières premières" et l'"Initiative phare sur l'utilisation efficace des ressources", dont l'objectif principal est la réduction de la consommation de matières premières.

Notre propre politique environnementale comporte un plan fédéral pour une politique intégrée des produits. La directive européenne sur l'écoconception, visant à réduire l'incidence environnementale des produits dès la phase de la conception, constitue aussi un élément important de la gestion durable des matières premières.

L'obligation d'utiliser des matières recyclées dans les produits est un aspect délicat. D'une part, elle peut favoriser le recyclage de matériaux mais, d'autre part, elle peut aussi transformer les déchets en une matière première trop précieuse. Le principe de l'échelle de Lansink nous apprend qu'en matière de déchets, la prévention est toujours préférable au recyclage.

Toutes les initiatives seront soumises pour avis aux quatre conseils fédéraux et aux Régions. Le 3 juillet 2009, le Conseil des ministres a adopté le plan d'action fédéral "Marchés publics durables 2009-2011", lequel

prévoit 50 % de marchés publics durables fédéraux d'ici à 2012.

Il comporte sept objectifs et seize actions dont la première consiste à développer un guide de l'achat durable à l'usage des acheteurs publics.

Durant la présidence belge, nous avons relancé ce débat sur le plan de l'Union européenne par le biais du Forum mondial sur l'environnement consacré à la gestion durable des matières, de la première réunion informelle mixte IPP-SCP et du Conseil informel de l'environnement sur la gestion durable des matières et l'efficacité des matières premières. Les conclusions "*towards resource-efficiency sustainable consumption and production and sustainable materials management*" comportent des engagements et des points d'action clairs qui devront être réalisés sur le plan européen au cours des années à venir.

01.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): D'ici à 2012, 50 % des marchés publics devront donc pouvoir soutenir la comparaison, mais où en est-on actuellement?

Nous apprécions les nobles intentions du ministre et je me réjouis que des initiatives aient déjà été prises.

L'incident est clos.

02 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les cyberattaques sur le marché du CO₂" (n° 2957)

02.01 David Clarinval (MR): Depuis 2005, 12 000 grands établissements industriels européens sont autorisés à acheter et à vendre des "droits de polluer". La directive ETS permet aux entreprises dépassant leur plafond d'émissions de gaz à effet de serre d'acheter des quotas auprès d'entreprises plus performantes sur le plan environnemental.

À la mi-janvier, des pirates informatiques ont réussi à accéder aux registres nationaux des permis d'émission de cinq pays (Autriche, Estonie, Grèce, Pologne et République tchèque) et à détourner deux millions de certificats qui ont, par la suite, été revendus sur le marché, les cybervoleurs réalisant un bénéfice de 28 millions d'euros.

Quelles mesures de précaution ont-elles été mises en place en Belgique pour éviter ces pirateries? Avons-nous déjà été victimes de telles attaques?

02.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): La Commission européenne avait déjà effectué en 2008 une évaluation du système d'échange de quotas d'émissions, sur base de laquelle la directive fut adaptée pour l'assortir de mesures de sécurité plus strictes.

Suite à quelques incidents dans des registres de gaz à effet de serre, la Commission européenne a décidé de suspendre, le 19 janvier dernier, les transactions de tous les registres européens. En effet, elle veut prendre le temps d'étudier en profondeur la sécurité de tous les registres.

Tous les cas de vol de droit d'émissions qui me sont connus à ce jour étaient la conséquence de mots de passe mal conservés ou volés et non d'attaques de "cybermafieux".

La sécurisation de l'accès par un second facteur comme une carte d'identité électronique, par exemple, devrait être rendue obligatoire pour tous les registres. C'est déjà le cas en Belgique. Le registre belge bénéficie donc déjà de mesures de sécurité supplémentaires. Ce genre d'incident ne devrait pas se produire dans notre pays et le registre belge a été rouvert, vu son niveau de sécurité.

02.03 David Clarinval (MR): Je prends note que les mesures de sécurité existantes sont jugées suffisantes par l'Union européenne. Un détournement de 28 millions d'euros manifeste cependant une fraude organisée. Je suivrai ce dossier avec attention.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'absence d'arrêtés

d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3080)

03.01 Rita De Bont (VB): La *Vlaamse Vereniging van Steden en Gemeenten* se plaint de l'absence des arrêtés d'exécution modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard. Il me revient qu'à ce jour, plus de 60 arrêtés royaux sont en attente d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences, habilité à les faire entrer en vigueur.

Quels arrêtés royaux sont concernés pour ce qui concerne la compétence "Climat"?

03.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Un gouvernement en affaires courantes est limité, légalement parlant, dans sa fonction exécutive. Les affaires qui relèvent de la gestion journalière peuvent toujours être traitées, et le gouvernement peut aussi prendre des mesures importantes pour autant qu'elles ne nécessitent pas de nouvelle initiative. Cela vaut également pour les affaires urgentes qui ne peuvent attendre sous peine de nuire aux intérêts fondamentaux de la nation. Seuls les arrêtés d'exécution qui satisfont à ce critère sont promulgués.

03.03 Rita De Bont (VB): Il n'existe donc, à ce jour, aucun document préparé relevant de la compétence "Climat" en attente d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences?

03.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Il y a toujours des textes en préparation.

03.05 Rita De Bont (VB): Mais le ministre ne peut pas les énumérer.

03.06 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Je ne peux effectivement pas vous en fournir la liste.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3228 de M. George est reportée.

04 Question de M. Franco Seminara au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la réduction en Belgique des émissions de CO₂ de 14,6 % pour l'année 2009" (n° 3303)

04.01 Franco Seminara (PS): Le 15 janvier dernier, la Belgique a communiqué à la Commission européenne son "Inventaire national des émissions de gaz à effet de serre". Les émissions de gaz à effet de serre en Belgique s'élèvent en 2009 à 124 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Par rapport à l'année de référence (1990), on constate une diminution importante (-14,6 %). Les émissions nationales sont inférieures à l'objectif de Kyoto, mais aussi par rapport à 2008 (-7,89 %). Les motifs évoqués sont le ralentissement économique lié à la crise, les températures "douces" en 2009 et les mesures d'économie d'énergie. La Belgique dépasse ainsi son objectif de Kyoto de 7 %.

Ces chiffres montrent la bonne volonté de la Belgique et le travail sérieux de vos services. En général, en 2009, l'industrie européenne a rejeté 13,6 % de gaz à effet de serre en moins par rapport à 2008. Les émissions du secteur de production énergétique ont baissé de 6,9 %.

Comment expliquez-vous ces bons résultats? Quels secteurs ont connu une diminution, une stagnation ou une augmentation? L'énergie alternative occupe-t-elle une place prépondérante dans cette diminution?

04.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): L'année 2009 a été marquante en termes de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. La baisse est structurelle dans presque tous les secteurs, spécialement ceux de la transformation énergétique (-30,1 %) et des processus industriels (-14,8 %). Les transports et le chauffage font exception et restent des secteurs préoccupants. En effet, les bonnes performances des uns ne compensent pas les mauvaises des autres. Le secteur industriel est couvert par un système européen d'échange de quotas d'émissions non disponibles pour couvrir des émissions d'autres secteurs.

La production et l'utilisation des énergies renouvelables restent minoritaires par rapport aux autres énergies. Fin 2010, cela représentait quelque chose comme 6 %.

Une analyse détaillée des statistiques d'émissions des gaz à effet de serre sera disponible fin mars, lors de la notification du *National Inventory Report* à la Commission européenne. Ces résultats indiquent que l'objectif européen de réduction des émissions de 20 % à l'horizon 2020 sera atteint sans efforts additionnels. Il est important que la Belgique se prononce sur le passage de 20 à 30 % de réduction des gaz à effet de serre.

04.03 Franco Seminara (PS): Votre réponse illustre les résultats de votre travail et la bonne volonté de la Belgique, même si d'aucuns tentent de les minimiser en se basant sur le ralentissement économique et sur les températures atypiques de 2009 et en invoquant d'autres causes de réduction des émissions de CO₂. La vérité a ses droits.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 36.

De behandeling van de vragen vangt aan om 11.14 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "kwetsbare aardmetalen" (nr. 2766)

01.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Al een jaar lang hamstert Peking strategische grondstoffen en zeldzame aardmaterialen die gebruikt worden in de fabricage van hoogtechnologische producten. De Chinese export van zeldzame aardmaterialen bedraagt 97 procent van de wereldwijde productie ervan en het dichtdraaien van die exportkraan heeft uiteraard een enorme impact op de nieuwe economieën. Vorig jaar is de prijs van sommige van deze aardmetalen verzevenvoudigd. Schattingen van de hightechindustrie voorspellen dat de vraag tegen 2015 zal verdubbelen, waardoor een ernstig tekort dreigt te ontstaan. De zoektocht naar alternatieven is gestart, maar we blijven nog minstens tien jaar afhankelijk van deze zeldzame metalen.

De Westerse afhankelijkheid van deze zeldzame aardmetalen kan grote gevolgen hebben. Is de minister zich daarvan bewust? Welke beleidsmaatregelen werden er reeds genomen om deze afhankelijkheid te verminderen? In welke mate wordt het integraal ketenbeheer of *cradle-to-cradle*-beheer reeds toegepast? Hoe staat de minister tegenover verplichte hergebruikpercentages voor dergelijke materialen? Hoe werd de duurzame productie en consumptie verdedigd in het kader van het Belgische voorzitterschap? Welke overheidsopdrachten hebben reeds een voorbeeldfunctie en stimuleren dus een duurzaam milieubeleid?

01.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Wij zijn ons bewust van deze problematiek, maar aangezien België geen grote invloed kan uitoefenen op wereldspelers als China sluiten wij ons aan bij een gecoördineerde Europese benadering van dit probleem. Er werden reeds enkele belangrijke initiatieven opgestart, zoals het Raw Materials Initiative en het Flagship Initiative on Resource Efficiency, waarbij vooral het verminderen van de consumptie van grondstoffen centraal staat.

In ons eigen milieubeleid is er het federaal plan voor een geïntegreerd productbeleid. Ook de Europese richtlijn inzake ecodesign, die als doel heeft de milieu-impact van producten al van bij de ontwerpfase te beperken, is een belangrijk element in het duurzaam beheer van grondstoffen.

Het verplichte gebruik van gerecycleerde grondstoffen in producten is een moeilijke kwestie. Enerzijds kan dit de recyclage van materialen bevorderen, maar anderzijds kan het ervoor zorgen dat afval een te waardevolle grondstof wordt. Volgens het principe van de ladder van Lansink is preventie van afval steeds te verkiezen boven recyclage.

Alle initiatieven worden voor advies voorgelegd aan de vier federale raden en aan de Gewesten. Op 3 juli 2009 aanvaardde de ministerraad het federaal actieplan duurzame overheidsopdrachten 2009-2011, wat tegen 2012 voorziet in 50 procent federale duurzame overheidsopdrachten.

Het bevat zeven doelstellingen en zestien acties. De eerste actie is de ontwikkeling van de gids voor duurzame aankopen voor overheidsinstellingen.

Tijdens het Belgische voorzitterschap hebben wij dit thema nadrukkelijk op de EU-agenda gezet via het Global Forum on Sustainable Materials Management, de eerste informele gemengde IPP-SCP-vergadering en de informele Raad Leefmilieu met als thema 'duurzaam materiaalbeheer en grondstofefficiëntie'. In de conclusie 'Towards resource-efficiency sustainable consumption and production and sustainable materials management' komen duidelijke engagementen en actiepunten naar voren die in de komende jaren moeten worden gerealiseerd op Europees niveau.

01.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Tegen 2012 moet dus 50 procent van de overheidsopdrachten de toets kunnen doorstaan, maar hoe ver staan wij nu?

Wij appreciëren de nobele intenties van de minister en het is positief dat er reeds een aantal initiatieven werden genomen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de cyberaanvallen op de CO₂-markt " (nr. 2957)

02.01 David Clarinval (MR): Sinds 2005 mogen 12.000 grote Europese industriële bedrijven zogenaamde 'vervuilingsrechten' kopen en verkopen. In het kader van de ETS-richtlijn kunnen bedrijven die de toegelaten maximale broeikasgasemissie overschrijden, quota kopen van bedrijven die beter scoren op milieuvlak.

Midden januari hebben hackers ingebroken in de nationale emissierechtenregisters van vijf landen (Oostenrijk, Estland, Griekenland, Polen en de Tsjechische Republiek). Ze hebben twee miljoen uitstootcertificaten gestolen en vervolgens doorverkocht op de markt. De cyberdieven zouden met die operatie maar liefst 28 miljoen euro hebben verdiend.

Welke voorzorgsmaatregelen werden er in ons land genomen om dergelijke cyberaanvallen te voorkomen? Is België reeds het doelwit geweest van zulke aanvallen?

02.02 Minister Paul Magnette (Frans): De Europese Commissie heeft reeds in 2008 een evaluatie uitgevoerd van het emissiehandelssysteem. Op basis daarvan werd de richtlijn aangepast en werden er striktere veiligheidsmaatregelen in opgenomen.

Naar aanleiding van enkele incidenten in meerdere broeikasgasregisters, heeft de Europese Commissie op 19 januari besloten de transacties voor alle Europese registers op te schorten. Ze wil immers de nodige tijd uittrekken om de veiligheid van alle registers grondig door te lichten.

Alle gevallen van diefstal van emissierechten die mij tot hiertoe bekend zijn, waren het gevolg van slecht bewaarde of gestolen paswoorden, en niet van aanvallen van cybercriminelen.

De beveiliging van de toegang met een tweede factor – zoals een elektronische identiteitskaart – zou verplicht moeten worden gesteld voor alle registers. Dit is reeds het geval in België. Voor het Belgische register werden er dus reeds bijkomende veiligheidsmaatregelen getroffen. Dergelijke incidenten zouden zich niet meer mogen voordoen in ons land, en het Belgisch register werd, gelet op zijn veiligheidsniveau, opnieuw opengesteld.

02.03 David Clarinval (MR): Ik noteer dat de Europese Unie de huidige veiligheidsmaatregelen toereikend acht. Het verduisteren van 28 miljoen euro wijst anders toch wel op georganiseerde fraude. Ik zal dit dossier met aandacht volgen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van Klimaat en Energie over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3080)

03.01 Rita De Bont (VB): De Vlaamse Vereniging van Steden en Gemeenten beklagt zich erover dat er nog geen uitvoeringsbesluiten zijn tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen. Naar verluidt liggen er momenteel meer dan 60 KB's te wachten op een regering met volheid van bevoegdheid, die deze in werking kan doen treden.

Welke KB's verkeren in dit geval voor wat de bevoegdheid Klimaat betreft?

03.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Een regering van lopende zaken is wettelijk beperkt in haar uitvoerende taak. Zaken van dagelijks beheer mogen altijd worden afgehandeld en de regering kan ook belangrijke maatregelen nemen, voor zover die geen nieuw initiatief vereisen. Dat geldt eveneens voor dringende zaken die geen uitstel dulden, omdat anders de fundamentele belangen van het land kunnen worden geschaad. Enkel de uitvoeringsbesluiten die deze toets doorstaan, worden uitgevaardigd.

03.03 Rita De Bont (VB): Er is momenteel in het bevoegdheidsdomein Klimaat dus niets voorbereid dat wacht op een regering met volheid van bevoegdheid?

03.04 Minister Paul Magnette (Nederlands): Er zijn altijd teksten in voorbereiding.

03.05 Rita De Bont (VB): Maar die kan de minister niet opsommen.

03.06 Minister Paul Magnette (Nederlands): Daar kan ik inderdaad geen lijst van geven.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** Vraag nr. 3228 van de heer George wordt uitgesteld.

04 Vraag van de heer Franco Seminara aan de minister van Klimaat en Energie over "de vermindering van de CO₂-uitstoot in België met 14,6 procent in 2009" (nr. 3303)

04.01 Franco Seminara (PS): Op 15 januari jongstleden legde België zijn *Nationale inventaris voor broeikasgasemissies* over aan de Europese Commissie. De broeikasgasuitstoot in België bedroeg in 2009 124 miljoen ton CO₂-equivalent. Ten opzichte van het referentiejaar (1990) stelt men een forse daling vast (-14,6 procent). De nationale uitstoot ligt niet alleen onder de Kyotodoelstelling, maar is ook lager dan in 2008 (-7,89 procent). Dat komt door de vertraging van de economische groei ten gevolge van de crisis, de zachte temperaturen in 2009 en de energiebesparingsmaatregelen, zo wordt aangevoerd. België heeft zijn Kyotodoelstelling met 7 procent overtroffen.

Die cijfers tonen aan dat België van goede wil is en uw diensten serieus werk leveren. Algemeen genomen stootte de Europese industrie in 2009 13,6 procent minder broeikasgassen uit dan in 2008. De uitstoot van de energieproductiesector is met 6,9 procent gedaald.

Hoe verklaart u die goede resultaten? Welke sectoren lieten een daling, een stagnatie of een verhoging optekenen? Heeft de alternatieve energie een groot aandeel in die daling?

04.02 Minister Paul Magnette (Frans): Het jaar 2009 was opmerkelijk op het stuk van de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen. De daling is structureel in bijna alle sectoren, in het bijzonder in de sector van de energieomzetting (-30,1 procent) en van de industriële processen (-14,8 procent). Het vervoer en de verwarming vormen daarop een uitzondering. Die sectoren blijven zorgwekkend. De goede prestaties in sommige sectoren compenseren de slechte resultaten in andere sectoren immers niet. In de industriële sector geldt er immers een Europese regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, die dus niet beschikbaar zijn om de uitstoot in andere sectoren te compenseren.

De productie en het gebruik van hernieuwbare energie blijven erg beperkt in vergelijking met andere vormen van energie. Eind 2010 ging het om zo'n 6 procent.

Eind maart zal een gedetailleerde analyse van de statistieken in verband met de uitstoot van broeikasgassen beschikbaar zijn, op het ogenblik van de kennisgeving van het *National Inventory Report* aan de Europese

Commissie. Die resultaten wijzen erop dat de Europese doelstelling om de uitstoot tegen 2020 met 20 procent te beperken zonder bijkomende inspanningen zal worden bereikt. Het is dan ook belangrijk dat België zich uitspreekt over het optrekken van de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen van 20 tot 30 procent.

04.03 **Franco Seminara** (PS): Uw antwoord geeft een beeld van de resultaten van uw werk en van de bereidwilligheid die België aan de dag legt, ook al proberen sommigen de resultaten te minimaliseren door te verwijzen naar de vertraging van de economische groei en de abnormale temperaturen van 2009 en door andere oorzaken aan te voeren voor de vermindering van de CO₂-uitstoot. De waarheid mag nochtans gezegd worden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.36 uur.